

Actualité Économie & Business

PATRIMOINE L'île tient à préserver ses ressources naturelles sans renoncer à son activité principale

Un petit bout de France à l'autre bout du monde. L'île de Saint-Barthélemy – « Saint-Barth », pour ses habitants comme pour les visiteurs de passage –, dans la mer des Caraïbes (Petites Antilles), est longtemps demeurée un paradis relativement confidentiel. Mais ses 21 kilomètres carrés, qui comptent 60 % de zones naturelles et 1 200 hectares de réserve marine, attirent de plus en plus de voyageurs depuis plusieurs décennies, venus en majorité des États-Unis et d'Europe. Sans toutefois basculer dans la catégorie des destinations dévolues bon gré mal gré au redoutable tourisme de masse. Car pour ses 10 000 habitants (20 000 au pic de la saison touristique) comme pour les autorités locales, le défi consiste à préserver le patrimoine naturel. Tout en assurant le développement de la principale activité de l'île, qui ne peut accueillir ni culture agricole, faute de précipitations, ni industrie.

Un équilibre fragile, d'autant que les impératifs écologiques se multiplient. Mais ils n'en suscitent pas moins une adhésion globale sur place, encore renforcée depuis le passage dévastateur de l'ouragan Irma en 2017. « *Tous les acteurs économiques locaux souhaitent défendre le territoire et le protéger au maximum, estime Olivier Leroy, président de l'association Hôtels et Villas de Saint-Barth et directeur général du Christopher, un établissement 5 étoiles. Ce n'est pas une simple posture, mais l'intérêt de chacun. Nous voulons prendre toutes les dispositions nécessaires et sensibiliser les équipes.* » Selon lui, le quasi-arrêt de l'activité pendant la crise sanitaire, qui a suivi la période de reconstruction après l'ouragan, a permis « de réfléchir et de faire avancer les projets ».

Depuis deux ans, le « verdissement » de l'île s'accélère. En janvier 2022, la chambre économique multiprofessionnelle (CEM) a lancé le premier fonds de tourisme durable à Saint-Barthélemy. Une

L'île de Saint-Barthélemy.
GUIREC
POULIQUEN/
COMITÉ
TERRITORIAL DU
TOURISME DE
SAINT-BARTH



Saint-Barth veut un tourisme de plus en plus vert

mission inscrite dans le cadre du partenariat entre la CEM et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Le fonds est de surcroît abondé par le plan France Relance et mis à disposition des hôteliers comme des restaurateurs. Objectif ? Les aider à traduire dans les faits leur transition écologique, en fonction de leurs besoins.

Gestion des déchets, avec outils et formations pour éviter le gaspillage alimentaire, mise en place de composteurs, installation d'un système de récupération de l'eau de pluie, usines de dessalination... Les initiatives foisonnent : « *Un certain nombre de gestionnaires d'établissement*

en ont déjà profité, en particulier concernant deux éléments clés : l'eau et l'électricité, des ressources rares ici », explique Olivier Leroy. D'où également l'installation de

« Tous les acteurs économiques locaux souhaitent défendre le territoire »

Olivier Leroy,
président d'Hôtels
et Villas de Saint-Barth

panneaux photovoltaïques en autoconsommation ou celle de chauffe-eau solaires, dont les livraisons restent retardées par les pénuries et les difficultés des chaînes d'approvisionnement. Mais aussi des dispositifs d'économie d'eau, avec collecte d'eau de pluie pour arroser les jardins et recyclage de l'eau de la blanchisserie et des salles de bains déjà en place dans la majorité des hôtels.

« *Nous devons évidemment maintenir l'attractivité de Saint-Barth, par la qualité de l'hébergement et de la restauration, détaille Xavier Lédée, élu en avril 2022 président de la collectivité territoriale. Mais il faut contenir le développement, car le territoire n'est pas extensible.*

*Ce qui a fait la renommée de Saint-Barth doit rester intact. » Les touristes « instagrammeurs », venus pour être vus, ne sont pas nécessairement les bienvenus. Et les richesses naturelles doivent être respectées : « *La protection des plages est indispensable, ajoute l'élu. Elles menacent d'être ravinées par trop de constructions.* » Même prudence concernant la pression immobilière, dangereuse pour une biodiversité exceptionnelle, y compris en ce qui concerne la végétation. Autre chantier, très délicat : la régulation des vols – réguliers et privés – sur le spectaculaire aéroport de l'île. ●*

MARIE-PIERRE GRÖNDAHL

L'année de la « permacrise »

PRÉVISIONS Le spécialiste mondial de l'assistance aux salariés, International SOS, dévoile une inquiétante carte des risques en 2023

Quand on a pour mission de soigner, de protéger, voire d'exfiltrer les collaborateurs des plus grosses entreprises ou organisations mondiales, connaître la situation géopolitique ou sanitaire de leurs implantations est recommandé. Quand ces clients sont plus de 12 000 dans 90 pays, la gestion des risques devient de la mécanique de précision. Le groupe français International SOS vient de livrer sa cartographie des crises les plus menaçantes en 2023. Elle révèle que si les effets collatéraux de la pandémie s'estompent, entreprises et organisations devront se

préparer à des impacts significatifs sur plusieurs fronts.

Selon ce rapport, les tensions géopolitiques, l'augmentation du coût de la vie et la montée des troubles sociaux dans certaines régions du monde dominent. International SOS redoute qu'elles n'affectent la productivité des salariés en 2023 et leur capacité à mener à bien leurs projets. Les déplacements professionnels resteront en deçà du niveau d'avant pandémie, qu'ils ne devraient retrouver qu'en 2025 ou 2026. Ils feront l'objet d'une vigilance particulière, si l'on en croit l'augmentation quasi générale des budgets de gestion des risques liés aux voyages de la part des entreprises. Ces risques multiples pèsent déjà sur la santé mentale des collaborateurs.

Très impliqué pendant la pandémie avec 73 000 assistances liées à des cas de Covid, le groupe constate une fragilité grandissante des salariés et craint que la situation ne se dégrade encore en 2023.

Cumul des facteurs d'instabilité

Les « risk managers » prennent très au sérieux la pression liée au coût de la vie, qui s'accroît dans les mois à venir : 48 % des sondés prévoient que le quotidien des personnes employées localement en subira les effets. « *Le risque géopolitique est bien présent, mais l'inflation entraîne des déséquilibres partout, dans les pays en développement comme dans les pays occidentaux, analyse Arnaud Vaisié, président et cofondateur d'International SOS. Quand on y*

ajoute le risque climatique, non mesuré mais ressenti, on constate un cumul des facteurs d'instabilité. Le monde change à cause du risque. C'est ce que nous appelons la "permacrise". »

Le changement climatique a déjà contribué à l'accélération de l'émergence de nouvelles maladies infectieuses. Il pourrait augmenter les maladies pathogènes humaines de plus de la moitié. Ce risque est redouté par tous, notamment par des jeunes durement touchés par les restrictions de déplacement pendant la crise du Covid. Pourtant, 2 % seulement des salariés considèrent que leur entreprise se prépare activement à la prochaine pandémie. Une inaction anxiogène pour les employés, qui explique que, en dépit d'une diminution drastique du nombre d'expatriés,

International SOS n'a pas vu diminuer le nombre de ses missions. « *Nous nous occupons de plus en plus des salariés "domestiques", installés dans les pays où opèrent nos clients. Eux aussi sont devenus mobiles et télétravaillent* », indique Arnaud Vaisié. Et eux aussi sont rattrapés par les sujets de santé mentale. Les demandes d'intervention dans ce domaine ont doublé ces derniers mois. Pour y faire face, International SOS a renforcé son réseau mondial de psychologues et de psychiatres, comme son service d'assistance en ligne. Le groupe développe des logiciels qui permettront l'autoévaluation des salariés. « *Les problèmes de santé mentale se traitent comme les autres maladies* », assure Arnaud Vaisié. ●

SYLVIE ANDREAU